

Priorités

Le programme de travail de l'IREs, pour 2010-2011, est élaboré à un moment de « grande transformation » de notre société avec une crise qui entre dans sa troisième année. Le besoin de comprendre, d'analyser l'impact de la mondialisation économique et financière par exemple sur l'emploi et les revenus, l'évolution du monde du travail, des relations professionnelles est essentiel pour les acteurs sociaux. Tout aussi essentiel est le besoin de comprendre le réel dans sa complexité dans un temps où les grilles de lecture sont de plus en plus bouleversées.

Le programme 2010-2011 se situe dans un contexte : celui d'une accélération des changements avec, en premier lieu, le passage du statut salarial stable à ce que Robert Castel nomme « l'insécurité sociale ». Le nouveau groupe de travail transversal consacré à « emploi public et gestion des personnels publics » aura la charge de montrer l'ensemble des tensions qui traversent l'emploi public avec, au premier plan, le rôle de l'Etat et le remodelage, par exemple, de la Fonction publique avec la Révision Générale des Politiques Publiques ou la loi sur la mobilité.

Ce programme se situe dans une continuité. Le bilan du programme 2005-2009 est largement positif par la qualité des productions mais aussi par sa diversité. Les recherches de l'IREs, les projets d'études, les contrats de recherches, les publications (dont la « Chronique internationale » et la « Revue ») s'inscrivent dans une suite et un pari : celui de l'intelligence collective au service du social. Ce pari est réussi.

Patrick Gonthier
Président de l'IREs

Programme scientifique 2010-2011 de l'IREs

Extrait du programme soumis et approuvé par le Conseil d'administration de l'IREs du 8 juillet 2010.

Problématique générale 2010-2011 : les mutations du rapport salarial dans la crise

La crise percute et interroge l'analyse des transformations du rapport salarial dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration européenne qui demeure l'objet central des travaux de recherche de l'IREs.

Le programme de travail 2010-2011 combine l'exploration de terrains nationaux avec une approche de comparaison internationale dont cette méthode de la comparaison internationale, mobilisée dès les premiers travaux de l'institut et largement enrichie depuis, reste une approche privilégiée et fort instructive comme cela est montré et sera à nouveau démontré à travers les articles de ses publications (Chronique Internationale, par exemple).

Le programme de travail continue d'être porté par quatre groupes de travail pérennes :

- **Relations professionnelles**
- **Emploi**
- **Travail**
- **Revenus**

dont le périmètre a pu évoluer au cours du temps mais dont l'activité renouvelée permet d'éclairer des dimensions fondamentales et complémentaires du rapport salarial en mutation.

Ces quatre groupes se combinent avec des projets transversaux dont l'objectif est de fédérer des compétences sur des thèmes spécifiques d'intérêt commun.

Le programme de travail 2010-2011 introduit ainsi un nouvel axe transversal associé à des enjeux importants de la période : « Emploi public et gestion des personnels publics ».

Principaux travaux prévus au sein des groupes de travail pour 2010-2011 :

Le groupe Relations professionnelles

Les axes de recherche pour les deux années à venir

Dynamiques des systèmes de relations professionnelles

- Les systèmes de négociation collective et leurs évolutions dans six pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Suède) (Christian Dufour, Adelheid Hege)
- Projet franco-canadien sur l'évolution des relations professionnelles dans la mondialisation (Christian Dufour, Adelheid Hege)
- Les relations professionnelles dans le secteur public, (Jean-Marie Pernot, Udo Rehfeldt, Catherine Vincent)

Les prochains ENTRETIENS DE L' IRES :
Jeudi 14 octobre 2010 au CESE

Retrouvez d'ici la fin de l'été 2010 le nouveau site de l'IREs sur www.ires.fr

- Les relations professionnelles au niveau des entreprises multinationales (Udo Rehfeldt)

Les acteurs sociaux, évolutions et transformations

- Les organisations patronales, continuité et mutations des formes de représentation du patronat (ORPAT) (Jean-Marie Pernot, Frédéric Rey, Catherine Vincent).

- Evolution des syndicats et stratégies de transformation – Europe, Amérique du Nord (Christian Dufour, Adelheid Hege)

- Evolution des syndicats – le syndicalisme français (Jean-Marie Pernot)

- Syndicalisme et migrations (Marcus Kahmann)

Le groupe Emploi

Les axes de recherche pour les deux années à venir

- Mondialisation économique et financière : quels impacts sur la relation d'emploi et les modes de rémunération ? (Catherine Sauviat, Noélie Delahaie, Florence Lefresne)

Les 3 axes de recherche :

- les modes de gestion de l'emploi par les entreprises et leurs conséquences
- les modes de gestion des rémunérations et leurs conséquences
- la gestion collective de l'épargne salariale à travers l'investissement socialement responsable (ISR)

- Trajectoires d'emploi et de pauvreté laborieuse en Europe (Noélie Delahaie, Florence Lefresne, Catherine Sauviat, Estelle Sommeiller)

- L'emploi des seniors et les stratégies des entreprises (Annie Jolivet)

- Politique de gestion de la diversité et lutte contre les discriminations (Christèle Meilland, Mouna Viprey)

Le groupe Travail

Les axes de recherche pour les deux années à venir

La gestion publique : activités, acteurs, groupes professionnels

- Evaluer le travail public (Odile Join-Lambert, Yves Lochard)

- Les tensions entre nouvelle gestion publique et les groupes socio-professionnels (Odile Join-Lambert, Yves Lochard)

- Acteurs du ministère du Travail (Odile Join-Lambert)

- Les acteurs associatifs de l'intermédiation sur le marché du travail (Yves Lochard)

L'accompagnement en question

- Accompagnement des transitions professionnelles (Solveig Grimault)

- Accompagnement des entreprises et territoire (Solveig Grimault)

- Evaluation du dispositif de revitalisation des territoires (Solveig Grimault)

Réformes et santé au travail :

- Différences et convergences entre secteur public et secteur privé (Etienne Lecomte)

- L'évolution des systèmes de santé au travail (Etienne Lecomte)

Le groupe Revenus

Son programme de travail porte sur les politiques salariales des entreprises, sur les différentes formes de rémunération, salariales ou non, et sur les différents domaines de la protection sociale.

Les axes de recherche pour les deux années à venir

Évolutions longues de la formation et de la distribution des revenus

- Formation et distribution des revenus sur très longue période – La question des nouveaux indicateurs de richesse (Pierre Concialdi)

- Production et prise en charge des services non marchands et des nouveaux besoins sociaux (Pierre Concialdi)

- Fiscalité, dépenses publiques et redistribution dans le nouveau régime de croissance (Estelle Sommeiller)

- Les évolutions de la répartition de la part des salaires dans la valeur ajoutée : l'analyse des facteurs d'explications (Michel Husson)

Dynamiques salariales

- Diversification et individualisation des revenus des salariés en France : salaire de base et épargne salariale (Noélie Delahaie avec Catherine Sauviat)

- Evolution des salaires d'après crise en Europe et impact des évolutions de l'emploi (Michel Husson)

Protection sociale

(Pierre Concialdi, Michel Husson, Antoine Math)

- Sécurité économique des personnes âgées et équilibre du système de retraite (Pierre Concialdi)

- Le suivi des réformes du système de retraite français et la perspective des comptes notionnels (Pierre Concialdi, Michel Husson Antoine Math)

- La générosité des systèmes de retraites dans une perspective comparative (Antoine Math)

- Accès aux droits sociaux et égalité des droits en matière sociale (Antoine Math)

- Politiques sociales en direction des familles (Antoine Math) : Modes de garde des enfants et professionnalisation des métiers : le cas des assistants maternels ; Comparaison des politiques publiques en matière de conciliation entre vies professionnelle et familiale

- Revenus des personnes sans emploi (Pierre Concialdi, Antoine Math, avec Florence Lefresne)

- L'évolution des revenus minima garantis (Antoine Math)

- Le revenu de solidarité active (Pierre Concialdi, Antoine Math)

- Evolution et comparaison des systèmes d'indemnisation du chômage (Florence Lefresne, Antoine Math).

Groupe de travail transversal

Emploi public et gestion des personnels publics (nouveau)

Groupe Emploi : (Christèle Meilland, Mouna Viprey) ; Groupe Relations professionnelles : (Catherine Vincent) ; Groupe Travail : (Odile Join-Lambert, Yves Lochard)

Trois questions cruciales et qui touchent aux champs d'investigation de l'IRES vont se retrouver au centre du débat :

La première porte sur **l'évolution du périmètre de l'emploi public**

La seconde touche à la promotion de **l'évaluation de l'efficacité du secteur public** appuyée sur une gestion des agents publics largement déconcentrés et individualisés.

La troisième concerne le mouvement de **transformations des relations professionnelles**, jusque-là spécifiques, induit par le processus de modernisation de la fonction publique.

Sommaire du programme de travail 2010-2011

(Version intégrale disponible sur www.ires.fr)

Introduction générale
Groupes de travail thématiques
Relations professionnelles
Emploi
Travail
Revenus
Groupe de travail transversal (Nouveauté)
Emploi public et gestion des personnels publics
Activités de l'IRES
Centre de documentation

IRES

Biblio

Chronique Internationale de l'IRES n° 125

Pays-Bas : Neuf semaines de grève dans le secteur du nettoyage
Luciano Pitzalis, Marie Wierink

Danemark : Le marché du travail danois : un modèle en crise ?
Christèle Meilland

Union européenne : Le sauvetage de General Motors Europe
Udo Rehfeldt

Europe : Vers une politique européenne d'immigration économique ? Avancées et reculs
Marcus Kahmann

La Revue de l'IRES n° 64 - 2010/1

Salaires et crise
Pierre Héritier, Joël Maurice

Le partage de la valeur ajoutée en Europe
Michel Husson

Les administrateurs syndicaux dans la gestion paritaire de l'assurance maladie : une comparaison franco-allemande
Udo Rehfeldt, Catherine Vincent

L'aide à domicile face aux services à la personne et registres d'action contradictoires : des politiques aux organisations
Florence Jany-Catrice, Emmanuelle Puissant

Immigration choisie, immigration subie : du discours à la réalité
Mouna Viprey

Fondation Friedrich-Ebert et Lasaire. Séminaire franco-allemand « Comprendre les évolutions que connaît le modèle allemand ». Commentaire de Udo Rehfeldt sur le modèle social allemand (Paris, 8 avril 2010).

CFE-CGC. Table ronde organisée autour du livre de l'IRES « La France du travail ». Interventions d'Antoine Math, Jean-Marie Pernot et Catherine Sauviat, (Paris, 16 avril 2010)

CGT Union départementale du Var. Session de formation de secrétaires de syndicats. Intervention et animation de Jean-Marie Pernot. (Brignoles, 22 avril 2010)

ETUI, Fundación 1º de Mayo, Fundación Francisco Lar go Caballero, TURI. Conférence « The implications of the crisis for the labour market ». Communication de Florence Lefresne « Flexicurity and Active Labour Market Policies facing the Crisis: Issues at stake ». (Madrid, 3-5 mai 2010)

CFE-CGC/UNSA/France Télécom – Orange. Séminaire. Communication de Yves Lochard, « Les syndicats face à la Responsabilité Sociale des Entreprises ». (Le Kremlin Bicêtre, 10 mai 2010)

Centre d'histoire sociale XX^e siècle/Itinéraires et histoire ouvrière en Val-de-Marne (IHOVAM). Conférence « Syndicalistes d'hier et d'aujourd'hui ». Communication de Jean-Marie Pernot « Le syndicalisme de 1980 à nos jours ». (Champigny sur Marne, 18 mai 2010).

Association française d'économie politique. Séminaire Hétérodoxies du CES – Paris 1. Intervention de Catherine Sauviat avec Laurence Lizé « La crise du modèle social américain ». (Paris, 19 mai 2010)

Association Française de Sociologie, EHESS (Centre Maurice Halbwachs), **Ecole des Hautes Études en Santé Publique** (Université de Rennes). Journée-conférence « Le Livre Vert sur la jeunesse, un an après : les politiques publiques en question ». Intervention de Florence Lefresne « Intérêt et limites d'un Livre Vert sur la jeunesse : où en sont les politiques d'orientation et d'insertion ». (Paris, 28 mai 2010)

Institut syndical européen (ETUI). Séminaire « Droit européen des sociétés et gouvernement d'entreprise – importance pour les représentants des travailleurs au sein des conseils d'administration et de surveillance ». Intervention de Udo Rehfeldt (avec Eckhard Voss, wpm Hambourg) « L'implication des travailleurs dans les entreprises sous statut de Société européenne ». (Bruxelles, 1-3 juin 2010)

Librairie « Le livre écarlate ». Présentation de l'ouvrage « la France du travail » par Noëlie Delahaie, Annie Jolivet et Jean-Marie Pernot. (Paris, 3 juin 2010)

Eurofound (Fondation européenne de Dublin). Séminaire d'experts sur l'implication des travailleurs dans les entreprises sous statut de Société européenne. Intervention de Udo Rehfeldt « The SE Works Council – varieties and common trends ». (Bruxelles, 3 juin 2010).

ISST de l'Ouest, Université Rennes 2. Formation syndicalistes CGT. Intervention d'Antoine Math « Minima sociaux : évolutions, impacts, perspectives ». (Rennes, 4 juin 2010)

FSU/Solidaires. Rencontres. Communication de Michel Husson « Le partage de la valeur ajoutée ». (IUFM Rennes, 9 juin 2010)

Groupe d'études et de recherches permanent sur l'industrie et les salariés de l'automobile (GERPISA). 18^e Colloque international. Communication de Udo Rehfeldt « Dix ans de négociation collective transnationale européenne dans l'automobile ». (Berlin 9-11 Juin).

Centre Maurice Halwachs (CMH). Séminaire annuel de l'équipe PRO. Intervention d'Odile Join-Lambert « Carrières de fonctionnai-

res : articulation des méthodes quantitative et qualitative ». (Foljuif, 14 juin 2010)

CRIMT (Centre de Recherche Internationale sur la Mondialisation et le Travail). Colloque international / 47^e Congrès de l'ACRI « Les systèmes de représentation au travail : à la mesure des réalités contemporaines », Université Laval, Québec :

- communication de Christian Dufour et Adelheid Hege en séance plénière « Les régimes de représentation et les réponses des acteurs dans un contexte de globalisation, comparaison France-Allemagne » ;

- communication de Christian Dufour et Adelheid Hege : « Délégués dans la mondialisation, plus experts, mais de quoi » ;

- communication de Christian Dufour sur « l'information financière et le rôle des comités d'entreprise en France » ;

- communication de Christian Dufour, Adelheid Hege, Christian Lévesque (HEC Montréal) et Gregor Murray (Université de Montréal) « Varieties of Workplace Union Autonomy : Making Space between Institutional Prescription and Organizational Constraint » ;

- présidence par Adelheid Hege de l'atelier « Transformation de la représentativité syndicale en France : regards interdisciplinaires ». (Québec, 16-18 juin 2010)

Mission locale de Quimper. XX^e anniversaire, en partenariat avec l'Unité de recherche en sociologie de l'Université de Bretagne Ouest (UBO). Conférence introductive de Florence Lefresne « Trente ans de politique publique d'insertion des jeunes : un bilan mitigé ». (Quimper, 17 juin 2010)

CGT. Journées de travail sur les retraites organisées par la CGT-Thalès. Intervention de Michel Husson. (Courcelle-sur-Yvette, 17 juin 2010)

Association internationale des relations professionnelles (AIRP/IIRA) :

- Communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa, IDHE-CNRS, et Volker Telljohann, IRES Lombardia) « European and International Framework Agreements: New Tools of Transnational Industrial Relations » ;

- Communication de Udo Rehfeldt (avec Peter Wilke, wpm Hambourg) « Workers involvement in normal European Companies (Ses): from information/consultation to participation? »

(Copenhague, 28 juin-1^{er} juillet 2010)

BULLETIN D'ABONNEMENT 2010

Nom, prénom Date

Adresse.....

.....

désire m'abonner à *Chronique Internationale* + *Revue* : 99€, et recevoir la *Lettre de l'IRES*

désire m'abonner à *La Revue de l'IRES* : 79 €

désire m'abonner à *Chronique Internationale* : 30 €

désire recevoir le *Catalogue des publications de l'IRES*

Les étudiants (justificatifs à l'appui) pourront bénéficier d'une remise de 50 % sur les abonnements et sur les publications achetées à l'unité.

Bulletin à retourner avec votre règlement par :

- Chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'IRES, Virement
CDC IBAN FR72 4003 1000 0100 0024 5046 D80 BIC
CDC GFRPPXXX

- Carte VISA, MASTERCARD ou EUROCARD : n°
..... Date d'expiration
.....

à : IRES Diffusion - 16, boulevard du Mont d'Est -
93192 Noisy-le-Grand Cx

Tél 33 (0) 1 48 15 18 90 Fax 33 (0) 1 48 15 19 18 -

E-mail : contact@ires-fr.org

Signature

La Lettre de l'IRES - Publication trimestrielle
16, bd du Mont d'Est 93192 NOISY-LE-GRAND CEDEX
Directeur de la publication : Patrick Gonthier
Responsable : Benoît Robin
Réalisation : Monique Jacquin
Louyot S.A. - Paris
Dépôt légal : 3^eme trimestre 2010 - ISSN n°1145-1394

L'IRES soutient l'effort de recherche propre à chaque organisation syndicale. en finançant des programmes établis par chacune d'elles. Ces travaux sont menés sous leur responsabilité, mais les résultats de ces recherches sont mis à la disposition de l'ensemble du mouvement syndical. Dans cette rubrique, nous vous présentons les travaux remis à l'IRES dans le cadre de ces conventions de recherche au cours des derniers mois.



Chartes éthiques et alertes professionnelles. La formalisation de l'éthique comme outil de contrôle managérial

Dans la lignée de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), les nouveaux outils « éthiques » développés par les entreprises sont présentés comme des moyens de développer leurs engagements en matière sociale et environnementale.

Or, les chartes éthiques et les dispositifs d'alerte professionnelle constituent avant tout des supports marketing à l'attention des clients, du grand public et des actionnaires. Bien souvent, ils sont le moyen de déroger aux droits internationaux ou nationaux du travail et à ceux des salariés ! Pour ces derniers, ces outils spécifiques à l'entreprise créent des devoirs et des obligations. La traduction de cette « éthique » en entreprise devient vite un acte managérial quasi totalitaire. Au final pour les salariés, l'éthique de l'entreprise entraîne moins de droits, plus de devoirs (arbitrairement et unilatéralement définis par l'entreprise) et pousse à l'individualisation voire à la dénonciation des autres.

En lien avec cette privatisation du droit collectif, ces dispositifs attaquent également les attributions des institutions représentatives du personnel et des représentants des organisations syndicales. Cette étude très approfondie démontre toutes ces dérives en s'appuyant notamment sur des exemples significatifs et malheureusement de plus en plus répandus.

Derrière des termes comme « éthique » ou « responsabilité sociale », il faut lire « recherche de productivité accrue », « plus de performance et de profits » ou encore « meilleure rentabilité », « restriction des droits pour les salariés », « menaces et pressions à leur encontre ». Quant à la meilleure prise en compte de l'environnement, elle est bien souvent le prétexte pour une détérioration des droits des salariés au-delà d'être une simple opération de communication pour l'entreprise.

Ce véritable totalitarisme éthique en entreprise doit être stoppé au plus vite. L'étude propose plusieurs pistes : modification de l'autorisation unique de la CNIL et définition d'un cadre réglementaire spécifique des chartes éthiques et des dispositifs d'alerte professionnelle notamment. La seule éthique qui vaille, c'est le respect de la loi, le respect des droits fondamentaux du travail définis par l'OIT, le respect des droits nationaux du travail, le respect de chaque salarié, le respect du contrat de travail, et le respect des IRP et des délégués syndicaux.



Quelle prise en charge par la Cfdt de l'accès des jeunes à la qualification ? Analyse rétrospective et étude de cas

*P. Veneau, D. Maillard, M.H. Toutin
(CEREQ, Centre associé de Lille)*

La demande adressée au CEREQ consistait à analyser de deux points de vue complémentaires l'action de la Cfdt en direction

des jeunes. Le premier point de vue, à caractère rétrospectif, retrace l'évolution des discours et des positions de la confédération depuis 40 ans. Le second, fondé sur une série d'entretiens, détaille les initiatives et pratiques de militants de terrain dans différents cadres d'action et il rend compte du ressort de ces actions.

Depuis les années 70, la Cfdt a toujours investi le thème de la jeunesse mais ses registres de revendication et d'action ont évolué. La crise du milieu des années 70 et ses conséquences durables ont infléchi le discours sur la jeunesse ; l'accent est désormais mis sur l'insertion professionnelle et non plus sur l'exploitation des jeunes travailleurs. Pensé en termes de formation dans les années 80, le rapport à la qualification s'élargit par la suite à d'autres dimensions, telles que le travail, l'expérience. Progressivement, le regard sur la « qualification des jeunes » est devenu plus global en intégrant une série de difficultés propres ou non aux jeunes mais que le manque d'expérience vient exacerber. Dans ce cadre se dessinent un certain nombre d'espaces d'action pour dépasser ces « freins » à la qualification.

La diversité des actions a donné lieu à la construction d'une typologie. Le premier type, porté par des sections syndicales d'entreprise, concerne principalement des actions de lutte contre l'illettrisme. Le deuxième concerne l'action institutionnelle de la Cfdt pour la promotion de l'alternance. Le troisième rassemble des initiatives favorisant l'insertion ou la « qualification sociale » des jeunes. Un quatrième est centré sur les pratiques pédagogiques de militants.

Si la question de la jeunesse et de ses difficultés est incontournable au niveau confédéral, il n'en reste pas moins que, au niveau local, la construction de la catégorie « jeunes » en cause tangible et en objet de mobilisation ne s'organise pas avec autant d'évidence.

POUR SE PROCURER CES TRAVAUX

CFDT - Emmanuel Mermet - 4 bd de la Villette 75955 Paris cedex 19 - Tel : 01 42 03 80 84 - emermet@cfdt.fr

CFE-CGC - Emilie Rollet - 59/63 rue du Rocher 75008 Paris - Tel : 01 55 30 13 83 - emilie.rollet@cfecgc.fr

CFTC - Antony Ratier - 13 rue des Ecluses St Martin 75483 Paris cedex 10 - Tel : 01 44 52 49 05 - aratier@cftc.fr

CGT - Fabrice Pruvost - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex - Tel : 01 48 18 80 00 (poste 9266) - f.pruvost@cgt.fr

CGT-FO - Sébastien Dupuch - 141 av. du Maine 75680 Paris cedex 14 - Tel : 01 40 52 84 47 - sdupuch@force-ouvriere.fr

UNSA- éducation - Jérôme Crozat - 87 bis, av. Georges Gosnat 94853 Ivry/Seine - Tel : 01 56 20 29 52 - jerome.crozat@unsa-education.org

**Titres des Projets de recherche 2010 de l'Agence d'objectifs
approuvés au Conseil d'administration de l'IRES du 8 juillet 2010**

CFDT

- Les pratiques syndicales innovantes
- Le dialogue social territorial, un état des lieux
- Les ruptures conventionnelles
- Egalité professionnelle et pratiques syndicales
- Les pratiques du rapport NRE

CFE-CGC

- L'offre d'externalisation entre industrie et services : caractéristiques économiques et dynamiques concurrentielles
- Pourquoi les conséquences économiques de la crise financière pèseront longtemps sur la croissance ?
- Injonction de mobilité et différenciations de carrière pour les cadres
- Organisation et gestion du travail : existe-t-il une alternative ?

CFTC

- Familles et conciliation des temps de vie
- Figures de salariés CFTC en lutte : l'exemple de Continental et de Nortel
- Des caddies et des hommes. Vers une traçabilité sociale des produits

CGT

- Transformations du travail et développement humain durable. Les journées Cgt de la recherche
- Décrypter les chiffres du chômage dans un paysage statistique en pleine transformation
- Un nouveau rapport au travail et au hors-travail des cadres aujourd'hui ? Entre attachements et mécontentements
- Les transformations de l'action sociale en direction des personnes retraitées
- Travail, qualification et emploi face au développement d'une économie décarbonée. Une étude comparative sectorielle
- Favoriser le militantisme syndical des femmes en leur permettant d'accéder aux postes de responsabilité. Un cas pratique : la Fédération Cgt de la Santé et de l'Action sociale

CGT-FO

- Croissance et respect de l'environnement : une équation difficile à résoudre pour la Chine
- Identités, valeurs et finalités des cadres au travail
- Evolution des syndicats de l'Europe de l'Est depuis 1989
- Le rôle économique des dépenses publiques ?
- Précarité de l'emploi, obstacles, freins et enjeux de syndicalisation : le cas de l'intérim
- Quelles réalités pour les emplois verts dans le secteur du bâtiment ?

UNSA-Education

- Qualité de l'emploi et action syndicale dans les services à la personne en France
- Réforme des retraites : enjeux et perspectives
- L'enseignement en ligne (e-learning) : de la promesse à la réalité, quelles perspectives ?
- Réforme des collectivités territoriales et formation professionnelle : Décentralisation et changements dans les secteurs de l'éducation et de la formation